

**BORDJ BOU ARRERIDJ**

# NEUF MEMBRES D'UNE MÊME FAMILLE TUÉS DANS UN ACCIDENT DE LA ROUTE P. 5

# Le Quotidien

D'ORAN  
**Edition nationale d'information**

Jeu. 29 avril 2004 - 09 rabie el-aouel 1425 - N° 2836  
Prix: Algérie : 10 DA - France : 0,80 € (5,25 FF)

*Le Quotidien d'Oran  
ne paraîtra pas  
le 1er Mai.  
A cette occasion,  
nous vous souhaitons  
bonne fête.*

**FONCIER  
AGRICOLE,  
BANQUES,  
VALISATIONS**

# BORTIR OUS LES OSSIERS

P. 2

*L'Actualité  
Autrement Vue*

et la concurrence

de responsabilité  
té



yahia : entre alliance



## Y A-T-IL UNE SPÉCIFICITÉ ALGÉRIENNE DANS UN «GRAND MOYEN-ORIENT» VU PAR WASHINGTON

FARID DAHMANE

Consolidation  
démocratique  
ou  
relégitimation  
autoritaire ?



Un pôle  
européen de plus  
de 800 millions  
d'habitants

PIERRE MORVIL

## FRANCE

### Près de 100.000 euros pour un Algérien victime de violences policières

Le gouvernement français a accepté de verser près de 100.000 euros, à titre de règlement amiable, à un détenu victime de violences policières pendant sa garde à vue en novembre 1991 en région parisienne, a annoncé mardi à Strasbourg la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH).

« L'affaire a été rayée du rôle à la suite d'un règlement amiable aux termes duquel l'intéressé doit percevoir 99.091 euros », indique la Cour dans un arrêt publié mardi. Le requérant, M. Abdelmadjid, un ressortissant algérien, avait été interpellé dans le cadre d'une affaire de stupéfiants et placé en garde à vue du 26 au 28 novembre 1991, avec S. Ahmed, dans les locaux du service départemental de police judiciaire de Seine-Saint-Denis à Bobigny. Durant sa garde à vue, M.

Abdelmadjid - condamné en 1993 à dix ans d'emprisonnement et à une interdiction définitive du territoire français - fut examiné à deux reprises par un médecin qui constata notamment la présence d'hématomes, de douleurs au cuir chevelu et de courbatures, rappelle la Cour.

Dans l'intervalle, le requérant ainsi que S. Ahmed - condamné pour sa part à 13 ans de prison - dénoncèrent les violences dont ils avaient été victimes et une information judiciaire fut ouverte, débouchant au final sur la con-

damnation de cinq policiers le 1er juillet 1999 par la cour d'appel de Versailles. Reconnus coupables de « coups et blessures volontaires avec ou sous la menace d'une arme » par personne dépositaire de l'autorité publique « sans motif légitime », quatre d'entre eux avaient été condamnés à des peines de prison avec sursis, plus légères qu'en première instance. Le cinquième policier avait écoupé de 18 mois dont 15 avec sursis, la peine de prison ferme couvrant la détention qu'il avait déjà effectuée.

### Des étudiants manifestent contre le nouveau drapeau irakien

Des étudiants de Mossoul ont manifesté mercredi contre le nouveau drapeau irakien sur le campus de la grande ville du nord de l'Irak, criant des slogans hostiles aux Américains et à l'exécutif de Bagdad. Près de 1.000 manifestants se sont rassemblés autour d'une copie géante de l'ancien drapeau de 32 mètres de long et de 20 mètres en criant: « Nous ne vendrons pas notre étendard ».

« Ni sunnites, ni chiites, unité islamique », ont scandé les manifestants en proclamant leur solidarité avec les rebelles sunnites de Falloujah, à l'ouest de Bagdad, et les insurgés du chef radical chiite Moqtada Sadr dans le centre,

des gardes armés de l'université se sont mis en ordre et tiré une salve d'armes automatiques en l'air lorsque les étudiants ont hissé le drapeau géant au son de l'hymne national du régime déchu de Saddam Hussein. Les étudiants ont ensuite brûlé un drapeau américain avant de se disperser dans le calme à travers le campus de cette grande ville, à majorité sunnite, qui compte de nombreux fidèles de l'ancien régime. Le nouveau drapeau a été mal accueilli par les Irakiens qui le trouvent peu représentatif de la civilisation irakienne, ressemblant à celui d'Israël et trop pro-kurde. Le nouvel étendard comprend deux ban-

des bleues, symbolisant le Tigre et l'Euphrate, séparées par une bande jaune, couleur emblématique des Kurdes, qui sont surmontées d'un rectangle blanc avec au milieu un croissant, symbole de l'Islam.

L'ancien drapeau est formé de trois bandes horizontales, noire en bas, blanche au milieu et rouge en haut. Trois étoiles vertes à cinq branches étaient dessinées horizontalement sur la bande blanche. En 1991, le président déchu décida d'ajouter à ce drapeau la devise « Allah Akbar » (« Dieu est Grand »), calligraphiée de sa main, en vert, couleur de l'Islam. Les mots ont été intercalés entre les trois étoiles.

### Les députés islamistes demandent l'interdiction du concours Miss Egypte

Seize députés islamistes égyptiens ont demandé l'interdiction du concours Miss Egypte, dans une lettre adressée au Premier ministre et aux ministres de l'Information, de la Culture et du Tourisme, indique un communiqué publié mercredi.

Dans cette lettre datée du lundi et présentée mardi aux autorités, ces députés de l'opposition islamiste soulignent que ce concours « viole la constitution et la loi islamique, ainsi que les coutumes et les moeurs ».

« Ce concours ne sert pas le bien de la Nation. Il ne peut en résulter qu'un préjudice certain pour toutes les couches de la société, notamment les jeunes qui souffrent de chômage et éprouvent des difficultés à se marier en raison de la crise économique aiguë », ajoute le communiqué rédigé par le député islamiste Mohamed Morsi.

« Sur le plan régional et international (ce concours) se tient alors que coule le sang de nos frères palestiniens (...) et que le peuple d'Irak affronte seul le colonialisme américain », poursuit le communiqué.

Une Calrote de 21 ans, Heba El Sissy, avait été couronnée lundi Miss Egypte 2004 à l'issue d'un spectacle qui s'est déroulé dans un grand hôtel de la banlieue du Caire. Elle représentera l'Egypte au concours de beauté Miss Univers, le 1er juin prochain en Equateur.

La cérémonie, retransmise par une télévision satellitaire arabe mais pas par les chaînes hertziennes nationales, est organisée depuis plusieurs années dans le pays.

### Les femmes enceintes devraient éviter les radios chez le dentiste

Les femmes enceintes devraient éviter les radios chez le dentiste, qui favorisent la naissance d'enfants de faible poids, selon une étude publiée mardi aux Etats-Unis.

Le lien entre les radiations utilisées en milieu médical et le poids du nouveau-né était connu mais l'effet des rayons-X largement utilisés pour le diagnostic dentaire n'avait jamais été établi, selon les chercheurs qui

### PRÈS D'UNE TON Les crickets

Plus de 950 kilogrammes de crickets destinés à la consommation ont été entre le 28 mars et le 11 derniers dans divers marchés de la wilaya Ouargla, par les services de la DCP et de la gendarmerie nationale. Selon la direction de la concurrence et des (DCP), ces quantités de crickets ont été saisies à veau des marchés de Ti Touggourt et Ouargla.

éradiquer ce genre de mercès, le wali de Ouar signé un arrêté en date 1 mars 2004 interdisant la mercialisation de crickets l'ensemble du territoire wilaya, en vertu de la loi tant règles générales de

### Deux Egyptiens pour le me

Deux Egyptiens ont été condamnés à mort par le Tribunal criminel de Louxor (Haute-Egypte) les a reconnus coupables de meurtre d'une enfant dans des conditions particulièrement atroces, a constaté le correspondant de l'AFP.

Les deux hommes, Ha Ramadan Mahmud, 31 ans, et un autre, 27 ans, ont été condamnés à mort pour le meurtre d'une enfant de 10 ans, en vertu de la loi. Les deux hommes, Ha Ramadan Mahmud, 31 ans, et un autre, 27 ans, ont été condamnés à mort pour le meurtre d'une enfant de 10 ans, en vertu de la loi.

### Un kan, pour sa br

L'union kanak, kangourou femelle, doit être officiellement décorée le mois prochain par le gouvernement australien de protection des animaux pour avoir donné l'alerte après avoir trouvé un fermier inanimé en septembre dernier.

Après un violent orage, l'ancien ministre de la Santé, Richard Richards faisait le tour de ses installations de Tz South, à environ 150 kilomètres à l'est de Melbourne quand il a été assommé par une branche. Lulu l'a dévoré et s'est mise à hurler.

## GRANDE-BRETAGNE

### Un distributeur de billets généreux

Un distributeur automatique de billets a été sollicité pendant toute une nuit par les habitants de Wooler, une bourgade du Northumberland dans le nord-est de l'Angleterre, qui ont rapidement constaté que l'appareil distribuait généreusement deux fois la somme qu'ils voulaient retirer, a rapporté le Daily Telegraph.

Moins d'une heure après qu'une personne eut constaté en soirée cette anomalie, une queue ininterrompue s'est créée devant le généreux distributeur de la Barclays où les casiers, destinés à être alimentés en billets de 10 livres (15 euros, 18 dollars), l'avaient été par erreur avec des coupures de vingt livres.

On a même vu une femme, en robe de chambre et avec des bigoudis sur la tête, se faire déposer hâtivement par un taxi pour prendre son dû,



avant l'ouverture de la banque le lendemain matin.

C'est ainsi qu'en une nuit, le munificent distributeur a été vidé de 65.000 livres (97.600 euros, 116.300 dollars).

La patronne du pub local, interrogée par le quotidien, a déclaré que « cette nuit avait été la nuit la plus animée à Wooler depuis bien des années ». A la plus grande joie

des habitants de Wooler, la Barclays a annoncé qu'elle n'exigerait pas de ses clients la restitution de l'argent perdu en trop. « On sait qu'à retirer de l'argent de l'appareil, mais on ne peut pas savoir qui a reçu trop d'argent, aussi ne leur demandera-t-on pas de nous le rendre », a déclaré au Telegraph un porte-parole de la banque.

### Bélier (21 Mars-20 Avril)

Soyez discret sur certains de vos rêves. Vous avez de l'ambition et vous pourriez faire des jaloux. Votre bonne âme est parfois un peu crédule. Votre santé vous tracasse. Vous devez faire plus attention à votre alimentation.

### Cancer 22 (Juin-22 Juillet)

Vous vous nourrissez d'espoirs. Sachez que seul le travail vous permettra d'atteindre vos buts. Votre travail vous agace parfois. Dites-vous que l'herbe est toujours plus verte dans

### Balance (24 Sept-23 Octobre)

Votre travail vous inspire. Vous rêvez de faire des découvertes capitales dans votre domaine. Vous avez l'intelligence et les capacités pour surmonter tous les défis mais vous

### À la loter

À la loterie du bon droit au sportif et cal. Vous

## CIRCULAIRE DU CHEF DU GOUVERNEMENT

### Priorité aux demandeurs d'emploi locaux

*Du nouveau dans le recrutement des travailleurs. En effet, les employeurs de droit public et privé doivent, désormais, faire appel à l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), à défaut aux services sociaux des communes pour recruter du personnel. Si ces derniers ne répondent pas, les employeurs sont autorisés à embaucher directement, tout en donnant, la priorité aux demandeurs d'emploi locaux.*

**HAMID GUEMACHE**

C'est ce qui est contenu dans une circulaire que le chef du Gouvernement vient d'adresser aux entreprises régies par le code du commerce (publiques ou privées) et les établissements étatiques (wilayas, administrations, etc...) qui porte sur le respect de la législation du travail en matière de main-d'œuvre. Les décisions contenues dans cette circulaire, signée le 14 mars dernier, ont été prises lors du Conseil des ministres, tenu le 4 mars. Dans sa circulaire, le chef du Gouvernement part d'un constat: des mécontentements manifestés récemment dans certaines localités du Sud par des citoyens, en particulier jeunes demandeurs d'emploi, émoignent d'un encadrement insuffisant du marché du travail par l'ANEM, mais aussi de dysfonctionnements importants nés de la violation de la législation du travail par les agences de placement de la main-d'œuvre et certains opérateurs essentiellement préoccupés par les profits réalisés. La circulaire du chef du Gouvernement gèle

officiellement l'activité des agences de placements des travailleurs et instruit l'ensemble des employeurs de droit public et privé de procéder à leur recrutement pour des emplois permanents ou temporaires par le canal de l'ANEM. A compétences égales, la circulaire du chef du Gouvernement instruit l'ANEM de satisfaire les besoins des employeurs par les demandeurs d'emplois locaux. «C'est donc uniquement dans le cas où l'offre d'emploi n'est pas satisfaite par les services de l'ANEM ou ceux de l'APC que l'employeur sera autorisé à recourir au recrutement direct en s'attendant, lui-même, à accorder la priorité à la demande locale d'emploi et ce dans le strict respect de la législation en vigueur», précise la circulaire.

Dans sa circulaire dont nous avons obtenu une copie, le chef du Gouvernement se réfère au décret n°63-153 du 25 avril 1963. Les inspections du travail devraient veiller au respect de cette circulaire, à travers les registres de sorties et d'entrées du personnel que chaque employeur est tenu de tenir. Toutefois, cette circulaire ne précise pas la

nature des sanctions en cas d'infraction. En décidant de geler l'activité des agences de placement de la main-d'œuvre, de réhabiliter l'ANEM, le Chef du gouvernement vient de résoudre un problème qui n'a que trop duré. Certains directeurs d'entreprise se réjouissent de cette circulaire, longtemps attendue et revendiquée par l'ANEM qui s'est plaint, récemment, de l'absence d'une telle circulaire. Cette circulaire devrait mettre fin à l'anarchie qui règne sur le marché de l'emploi et diminuer la pression sur les chefs d'entreprise qui sont souvent confrontés à d'importantes pressions de l'extérieur. «Nous allons avoir moins de coups de fil avant les recrutements. Le dossier du recrutement est délicat. Ce n'est pas facile de recruter 5 travailleurs lorsqu'il y a 1.000 demandes», commente un chef d'entreprise.

Mais si la circulaire va permettre aux chômeurs habitant près des zones industrielles de trouver facilement du travail, elle complique la tâche des jeunes des régions dépourvues d'unités industrielles et où l'offre d'emploi est insuffisante.

### HORAIRES DES PRIERES

09 rabie el-ouel 1425  
El Fedjr  
04h40  
Dohr  
13h00  
Assar  
16h45  
Maghreb  
19h51  
Icha  
21h18



### ILS NOUS QUITTES

Hammo  
113 rue  
Cherg  
10 C  
Rakeb Khedi  
Masdo  
08 rue

## Tranche de V

Par EL-GUELLIL

### Ferme célèb

«La télévision est devenue tellement nulle que les pigeons ne se posent même plus sur les antennes. Surtout les télévisions françaises. La nôtre, on en parle pas, elle fait ce qu'elle peut».

On se demande ce qui lui fait dire ça, de bon matin. On n'ose même pas lui porter la contradiction, car le seul qui puisse avoir le dernier mot avec ma Zogha, c'est l'écho. Surtout quand elle a mal avalé son café et ravalé sa façade. «Kristofdechavane bda yachkel. Poursuit-elle. On n'a pas idée. Une ferme, 15 candidats, 35.000 caméras, toussa filmé hache 24. Et on s'émerveille devant les miracles de la vie à la campagne». Il appelle ça ferme célèbghite. Il es Une ferme en France, c'est la belle vie. Et étonner. Il n'y a pas de douche, mais on p'y'ana à gogo. Il n'y a pas de toilettes. Mais pas de lectricité. Ils font la cuisine avec les ça, ils sont déprimés, c'est vrai, il y a la b'nous on a la crotte d'âne en plein centre-ville. Qu'ils viennent tourner un peu chez nous ra. Ici, il y a la salle de bain, mais l'eau es sont dans toutes les ampoules. C'est vrai noir, mais quand ça s'allume, toi et ta chanc tu ne pètes pas un frigo, tu pètes les plomt formage frais, tu peux toujours attendre. Il te ver la date de péremption. El-khodra, on le dans le marché. Et Jean passe et Jean pas hliou passe. Les mission, on ne l'appellera p elle aura pour intitulé «ghésiste et feghme-la



## EQUIPEMENT, ÉLARGISSEMENT DE LA VOIE...

### Ce qui va changer à Es-Seddikia

**RAYAN M.**

Quartier «sympathique», Es-Seddikia, qui n'est déjà plus seulement la périphérie immédiate au centre de la ville, est appelé à agner du salon dans la nouvelle définition urbanistique projetée. Il sera, dorénavant, le centre de l'agglomération au sens fonctionnel du terme. C'est la conclusion à retenir de la première phase de l'étude du OS d'Es-Seddikia qui a été présentée, hier matin, au siège de l'hôtel de ville. Cette «promotion» est roitement liée aux importants projets lancés au en voie de l'être, dans le périmètre d'étude qui couvre une superficie de 150 ha, loin des 186 ha calculés par le PDAU.

Les projets sont l'hôtel Sheraton, le nouveau Palais de la Culture et le boulevard du Millénum.

La modernité du bâti ainsi annoncée doit, cependant, s'accompagner d'interventions sur la configuration actuelle qui présente, quand même, une hétérogénéité relative dans l'occupation. Ainsi, le réaménagement de la ZHUN, la récupération de poches urbaines à réaffecter et surtout l'élargissement de sept artères du quartier, sont essentiels pour appuyer la quête des urbanistes pour l'interaction et la liaison avec l'ancien centre et la localité de Bir El-Djir.

Les premières projections d'équipements à programmer ont été présentées en trois variantes. Elles re-

prennent essentiellement des équipements nécessaires à la modernisation du quartier.

Deux tours avec un centre d'affaires, une agence postale, une antenne administrative, un siège pour la DTP, des équipements culturels et éducatifs, un «shopping center», un jardin botanique dans l'actuel jardin public et un centre multimédia.

L'étude insiste, également, sur le côté environnemental et récréatif avec un traitement paysager de qualité et un mobilier urbain approprié. Pour cela, le bannissement des clôtures métalliques prescrites, pour leur substituer, en cas de besoins des clôtures «transparentes» bien agencées.

## OUARACHET» DE L'ENTV

### Les chantiers d'Oran sur écran

**B. MOKHTARIA**

Le développement local a été le thème débattu lors de l'émission de l'ENTV, «Ouarachet», présentée mardi, depuis la résidence El-Bahia d'Oran. Bien que le sujet a incité nombre de téléspectateurs à suivre cette émission qui a duré plus de deux heures, «Ouarachet» a, cependant, laissé beaucoup d'Oranais sur leur faim. Le vieux bâti, le logement, l'eau, l'agriculture, l'investissement, le tourisme et les différents projets réalisés sont autant de dossiers abordés au débat avec l'intervention de représentants d'associations,

d'élus, de directeurs de l'exécutif. Le wali d'Oran, l'hôte de cette émission a présenté le programme de développement, lancé ces dernières années. Beaucoup d'éloges et peu de critiques, c'est ce qui a caractérisé les débats.

Evoquant le vieux bâti et la crise du logement, des professeurs d'université ont insisté sur le fait que le problème de la dégradation des immeubles est plus lié au manque d'entretien qu'à l'ancienneté de la bâtisse. Le directeur de l'OPGI a avancé un chiffre de 500 immeubles recensés en 1995, tandis que le maire d'Oran a parlé de 932 immeubles dégradés et 4.887 familles me-

nacées. Pour la préservation des habitations, le directeur de l'office annonce la mise en place prochaine du règlement du copropriétaire. Le maire d'Oran a hésité à répondre à la question de l'animateur sur le quota de logements sociaux, destinés à la ville.

Dans son intervention, le wali d'Oran a parlé des 2.100 familles relogées, du programme de 30.000 logements en cours de réalisation et de l'opération de la résorption de l'habitat précaire qui a été suspendue. Les débats se sont poursuivis ensuite sur les projets réalisés, dont le nouvel hôpital et l'hôtel Sheraton.

## A L'APPEL DU CNAPEST

### Grève annoncée dans



**D. CHAHRAZED**

Dans un communiqué rendu public par la Coordination nationale des professeurs de l'Enseignement secondaire de la wilaya d'Oran (CNAPEST), suite à une réunion tenue lundi les renrean-

ments, ce recommanda nistre de nière gré sentants Dans leu gnants vt vardiati

## SECURITE MARITIME

Des experts américains au port d'Oran

## mand interdit le foulard pour les enseignantes

Baden-Wurtemberg (sud-ouest allemand de Bâle) mercredi une loi proscrivant le port du foulard dans les établissements publics. Cette loi a été amendée par le parti chrétien-démocrate/conservateur (CDU) et l'appui des sociaux-démocrates (SPD). Une enseignante tient au port du foulard dans le cas contraire. Mais le ministre de l'Éducation, Bernd Dusemann, a déclaré que la loi serait appliquée, et que l'interdiction avait la majorité des cas.



**Football amical**  
Algérie 0  
Chine 1

ette pas



byen rafi a is on-Inter-te re-pas le signi-ir eu e une ranci- (...) l'être ait le er. Si e, on ristes la li-(afri-adha-li une rs à m'ier con-pays depuis isolu-ajou-qui re-niers com-le. a en-com-(des ation elque nmes rique, l'Afri-

# Le Quotidien

Edition nationale d'information

## L'imam expulsé devra «répondre de ses actes» s'il rentre en France

L'imam de la banlieue lyonnaise Abdelkader Bouziane pourra retourner en France mais «il devra répondre de ses actes» devant la justice dès son arrivée, a déclaré mercredi le porte-parole du gouvernement français, Jean-François Copé.

Interrogé lors du compte-rendu du Conseil des ministres, M. Copé a déclaré que «la France ne fera pas obstacle à son retour», si l'imam expulsé de France vers l'Algérie le 21 avril décidait de revenir en France.

Mais «je peux vous dire qu'il aura à répondre de ses actes et de ses déclarations devant la justice française dès son arrivée», a ajouté le porte-parole du gouvernement.

Abdelkader Bouziane avait été expulsé de France la semaine dernière pour «atteinte à l'ordre public», parce qu'il prônait dans cette interview un islam radical, défendait l'inégalité entre l'homme et la femme, le châtimement corporel de l'épouse infidèle ou désobéissante et la polygamie.



M. Bouziane a retiré mardi une demande de «visa de retour» au consulat général de France à Alger après la suspension par le tribunal administratif de Lyon de l'arrêté ministériel qui citait notamment ses liens avec des groupes musulmans radicaux. Le ministère français de l'Intérieur s'est pourvu en cassation. M. Copé a expliqué que «dans l'attente de la décision en cassation qui est pendante devant le Conseil d'Etat», l'imam de Vénissieux pourrait rentrer en France car «la France est un Etat de droit».

## Un réseau de soutien aux terroristes démantelé à Sidi Bel-Abbès

Les services de sécurité ont démantelé, récemment, un réseau de soutien au terrorisme composé de dix-sept personnes, des bergers et des maquignons, issus des localités de Marhoum et Tefessour, dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, et celle de Oum Doud dans la wilaya de Saïda, indiquent de source policière.

Les mis en cause sont accusés d'avoir fourni aux terroristes des denrées alimentaires, de l'argent ainsi que des informations sur les mouvements des forces de sécurité, dans la région, précise-t-on.

## 25 milliards de préjudice dans l'affaire des cités universitaires d'Oran

Mouvement inhabituel, hier, au tribunal d'Es-Seddikia. Et pour cause, la présentation au parquet de pas moins de 45 personnes citées dans l'affaire dite des cités universitaires. Celle-ci se rapporte à des irrégularités

Quatre directeurs et deux ex-directeurs de CU figurent parmi les personnes présentées au parquet.

Des entrepreneurs et des commerçants fournisseurs de ces CU ainsi que des ex-fonctionnaires de l'administration des cités CU et dans

# EDITORIAL

Par M. SAÂDOUNE

## LOI ET MENTALITÉS

L'émulation a du bon. En matière de statut personnel, l'Algérie, à défaut de suivre la Tunisie, se rapproche du Maroc qui, par décision royale, a tranché sur ce qui faisait polémiques et manifestations de rue.

Cela fait partie désormais des missions prioritaires du gouvernement, qui doit préparer les textes et mesures appropriés pour la révision du code de la famille. C'est en fait une priorité sans cesse décalée au nom d'une multitude de considérations. L'horizon politique étant réglé pour un certain temps, rien n'empêche que l'on s'y attelle sérieusement.

Car, il est incontestable que le statut des femmes renseigne largement sur la situation d'une société et d'un pays. Qu'un texte juridique n'induisse pas nécessairement une mutation des mentalités, cela est indubitable. Mais l'existence d'un cadre juridique non discriminatoire lève des verrous et permet plus sûrement cette évolution. Au demeurant, même les islamistes les plus obtus admettent l'absurdité d'une situation où une femme répudiée doit laisser le domicile conjugal au mari et se débrouiller avec ses enfants. Tous admettent en fin de compte que cela n'a rien d'islamique et que cela n'honore en rien les hommes.

Il est clair que sur cette question du moins, il y a urgence à en finir, car des milliers de femmes et d'enfants subissent tragiquement les conséquences de cette irresponsabilité «mâle» juridiquement consacrée. Le combat contre les mentalités rétrogrades est affaibli par l'existence de textes de lois rétrogrades.

Jusqu'à présent, l'Etat, à travers le code de la famille actuel, a non seulement entretenu le conservatisme mais bloque aussi toute évolution des mentalités. Cela se ressent dans toutes les couches sociales. Des nombreux hommes instruits qui se présentent comme modernistes, voire féministes, n'hésitent pas à profiter des «largesses» du code de la famille dès lors que cela les arrange. Les mentalités, de toute évidence, n'évoluent pas, ou si peu, quand le dispositif juridique incite à l'inertie, voire à la régression.

Sur «la scène», tout incite désormais à faire preuve de résolution. Djaballah, l'islamiste le plus opposé à la révision du code de la famille, ne peut exhiber son «poids électoral» contre la réforme. Le MSP est dans une logique qui le pousse à tous les accommodements. Le RND ou le FLN, sur le retour vers le chemin de la maison de l'obéissance, suivront. Finalement, la nature de la révision du code de la famille - large ou limitée - dépendra pour une grande part de la volonté de Abdelaziz Bouteflika lui-même.

passation de marchés publics non conforme à la réglementation, exercice d'activité commerciale sans registre de commerce, trafic d'influence et concussion et construc-

## Du matériel d'espionnage sur une B1 à Tixrai

Les services de la gendarmerie nationale Mourad Rais ont intercepté, hier, un autoradio à hauteur de l'écluse de Tixrai, dans le département de Birkhadra. Le matériel mis en cause a été, alors qu'il circulait à bord d'un véhicule de marque BMW, enregistré sous la numérotation d'un poste de scanner récepteur. L'enquête a permis de découvrir que ce matériel appartenait à un officier de la gendarmerie nationale.

Le dénommé S. de 30 ans, a reconnu avoir eu connaissance de ce matériel lors de son inter-rogatoire, que le poste de scanner appartenait et qu'il avait importé frauduleusement de France. Une perquisition faite par les services de la gendarmerie nationale a permis de découvrir une paire de lunettes, des documents d'immatriculation et une carte d'immigration étrangère.

Les services de la gendarmerie nationale ont en charge de l'enquête et auront à élucider les circonstances de ce matériel. L'usage fait par S. du matériel. En effet, le poste de scanner a été utilisé pour la surveillance de la sécurité. C'est un matériel plus sophistiqué que celui d'un amateur. La fonction de cet appareil est de recevoir les messages et de les transmettre avec la possibilité de les enregistrer sur la bande de communication. L'usage de ce matériel est principalement réservé à la gendarmerie nationale (gendarmerie ou douane). C'est un outil d'espionnage pour les traités ou les terroristes.

Avec réserve, la gendarmerie nationale a déclaré que cette affaire n'affecte pas le moment de l'appartenance en cause à un régime de trafic de voitures, qu'il possédait des documents d'immatriculation. Seule l'enquête en cours est capable de terminer les vérifications de cette affaire.

## Prison avec sursis pour deux Espagnols à Tizi Ouzou

Deux ressortissants espagnols ont été condamnés jeudi dernier à la prison avec sursis par le tribunal de Tizi Ouzou. Les deux hommes, de nationalité espagnole, ont été condamnés à deux ans de prison avec sursis pour des faits de